

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LHOTELLIER 3D SOLUTIONS (Pîtres)

Zone Industrielle
Rue du Manoir CS 80078
76340 Blangy-Sur-Bresle

Références : 275-CL-2025
Code AIOT : 0005800999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement LHOTELLIER 3D SOLUTIONS (Pîtres) implanté Lieu-dit Les Varennes rue George Sand 27590 Pîtres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOTELLIER 3D SOLUTIONS (Pîtres)
- Lieu-dit Les Varennes rue George Sand 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LHOTELLIER 3D SOLUTIONS exerce une activité de traitement de déchets (terres polluées et sables de fonderie) sur le site de Pîtres.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dénomination sociale	AP Complémentaire du 14/03/2012, article 1.1.1	Sans objet
2	Situation de l'établissement	AP Complémentaire du 01/06/2017, article 1.2.1	Sans objet
3	Sables usagés de fonderies	AP Complémentaire du 14/03/2012, article 8.2.1	Sans objet
4	Auto-surveillance des fluorures - eaux de surfaces	AP Complémentaire du 14/03/2012, article 9.1.1; 9.2.2 et 4.3.9	Sans objet
5	Autosurveillance des fluorures - eaux souterraines	AP Complémentaire du 14/03/2012, article 9.1.1 et 9.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite d'inspection était le suivi des sables provenant de la fonderie Manoir voisine, présents sur le site mais non enregistrés administrativement, dont les valeurs en fluor dépassent le seuil réglementaire d'entrée sur site. Il avait été demandé leur retrait du site Lhotellier 3D Solutions. Il a été constaté que ces sables ne sont plus sur le site de la société Lhotellier 3D Solutions à Pitres, et que l'exploitant a mis en place le suivi des fluorures dans les eaux pluviales et souterraines, comme précédemment demandé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dénomination sociale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2012, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitant
Prescription contrôlée :
<u>Arrêté préfectoral:</u> La société IKOS SOL MEIX dont le siège social est situé avenue de la gare à Eu (76260) doit respecter les prescriptions du présent arrêté, dans le cadre de l'exploitation, sur le territoire de la commune de Pitres, au lieu-dit « les Varennes », des installations de traitement des terres polluées aux hydrocarbures et des sables de fonderies détaillées dans les articles suivants. <u>Récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale site soumis à autorisation n° D - 19 - ERC - 574</u> Nouvelle dénomination

SOCIÉTÉ	LHOTELLIER DEPOLLUTION
SIÈGE SOCIAL	Z.I. Rue du Manoir 76340 BLANGY-SUR-BRESLE
ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	« Les Varennes » 27590 PITRES
SIRET ÉTABLISSEMENT	418569729
PRÉSIDENT	Jean-Philippe LEMESLE

Constats :

Par courrier en date du 14 janvier 2025, l'exploitant a envoyé une déclaration de changement de dénomination: la société "LHOTELLIER DEPOLLUTION" voit sa dénomination sociale devenir "LHOTELLIER 3D SOLUTIONS". L'adresse du siège social, l'adresse de l'établissement (à Pitres) ainsi que le SIRET de l'établissement restent inchangés. Le président est M. Paul LHOTELLIER. Par courrier en date du 7 aout 2025, le changement de dénomination sociale a été acté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2017, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Parcelles

Prescription contrôlée :

Les installations sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Surface du site	Lieux-dits
Pîtres	9 ; 368 ; 277	23 880 m ²	Les Varennes

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir un plan parcellaire, avec les parcelles et le surfaces pour chaque parcelle.

En effet, le plan de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017 est peu lisible, et seule une partie des parcelles 9, 368 et 277 est situé sur le site ICPE.

Le tableau suivant récapitule, pour chaque parcelle, la surface incluse dans le périmètre ICPE:

Parcelle	Surface (m2)
9	7110
277	2232
368	14358
Total	23880

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sables usagés de fonderies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2012, article 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Critères et conditions d'admission

Prescription contrôlée :

Les sables de fonderie ne pourront être acceptés sur le site que si les teneurs des paramètres ne dépassent pas les seuils du tableau ci-dessous :

SEUILS ADMISSIBLES POUR LE TEST DE LIXIVIATION	
PARAMÈTRES	En mg/kg de matière sèche
Indice phénols	50
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5

Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Fluorures	10

L'acceptation préalable mentionnée à l'article suivant contient a minima une évaluation du potentiel polluant par un essai de lixiviation et une analyse du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2.

Constats :

Pour rappel (données issues du rapport annuel rédigé par l'exploitant):

"A la fin du 2ème trimestre (30 juin 2022), les sables de Manoir France ont présenté des teneurs en fluorures supérieures au seuil d'entrée de Pîtres de 10 mg/kg, allant de 24.7 mg/kg de MS à 216 mg/kg de MS. Un refus a donc été signalé à Manoir Pîtres, expliquant la non-réception de lots de sable depuis fin juin 2022. Manoir France est encore en investigation pour savoir d'où provient le fluor présent dans les sables. Aucune solution n'a été trouvée à ce jour et les sables sont stockés dans les casiers dans l'attente d'une évacuation en filière externe par Manoir France. Ce point a été relevé par la DREAL lors de son inspection du 28/11/2023 et mentionné à son rapport."

Par ailleurs, le rapport de l'inspection des installations classées du 28/11/2023 indique que;

"l'inspection a constaté la présence d'un important stock de sables de fonderie provenant du producteur Manoir Industrie (environ 900 tonnes). La société Lhotellier Dépollution a précisé ne pas avoir réceptionné de sables depuis juillet 2022 compte tenu du dépassement du critère d'admission en fluor. La société Manoir industrie recherche une solution pour le devenir de ce déchet et, dans l'attente, le stocke sur le site de la société Lhotellier Dépollution à Pîtres. Un courrier est envoyé à ce producteur afin de lui demander de gérer et trouver une solution sur ce sujet dans les meilleurs

délais."

Ce courrier, daté du 11 janvier 2024 et adressé à la société MANOIR indique "Ce stock n'a pas été réceptionné administrativement par la société LHOTELLIER DEPOLLUTION compte tenu du dépassement du critère d'admission en fluor." et rappelle "qu'en application de l'article L541-2 du code de l'environnement repris ci-après, vous devez en assurer l'élimination dans des filières dûment autorisées sous les plus brefs délais."

Par courriel du 15 mars 2024, la société MANOIR a demandé un délai supplémentaire pour "procéder à l'enlèvement au plus tard au mois de Juillet".

Par ailleurs, lors d'une réunion entre la DREAL, le site MANOIR et LHOTELLIER le 21 novembre 2024, il était apparu que les sables n'avaient toujours pas été enlevés ni bâchés, et il avait été indiqué que la prochaine inspection sur le site de LHOTELLIER à Pitres vérifierait l'absence du stockage de ce sable à fortes teneur en fluorures en provenance de Manoir.

Le jour de l'inspection, l'exploitant Lhotellier 3D Solutions a indiqué que:

- le stock était plus important que le volume de 900 tonnes précité, car la société Manoir, située juste à coté, et dont les sables fluorés proviennent, avait continué d'en amener sur le site de Pitres jusqu'au premier trimestre 2025. Ceux-ci n'ont pas été réceptionnés administrativement puisque refusés par Lhotellier 3D Solutions en raison des critères d'entrées non respectés (fluor notamment). A minima 2500 tonnes étaient présents ;
- ces sables étaient effectivement stockées au niveau des cases de la plateforme n°4;
- mi-février 2025, Lhotellier a procédé à leur enlèvement de leur site, et les a entreposé sur une dalle présente au niveau de la parcelle 9 (partie ne faisant plus partie du site ICPE Lhotellier depuis 2017, et faisant partie de site de la société Manoir). Ces stocks ont été bâchés.

Sur place, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de sables au niveau des cases de la plateforme 4, et leur présence au niveau de la parcelle 9 coté Manoir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto-surveillance des fluorures - eaux de surfaces

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2012, article 9.1.1; 9.2.2 et 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Intégration de la surveillance des fluorures

Prescription contrôlée :

Art 9.1.1: Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Art 9.2.2: Auto surveillance des eaux résiduaires

Les mesures sont effectuées avant rejet afin de vérifier la conformité des eaux pluviales traitées par rapport aux dispositions de l'article 4.3.9 pour le point de rejet n°1. La fréquence de ce

contrôle est trimestrielle.

Les paramètres mesurés sont ceux mentionnés à l'article 4.3.9.

Une fois par an les analyses susvisées sont réalisées par un organisme agréé.

Les résultats sont consignés dans un registre.

Art 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le réseau de la société Manoir Industrie, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Débit de référence	Maximal journalier : 20 m ³ /jour	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
DCO	90	1 000
DBO5	20	400
Hydrocarbures	5	80
MES	30	600
phénols	0,1	2
Cadmium	0,2	1,6
Fer	5	40
Aluminium	2	40
Nickel	0,5	10

Zinc	1	20
Plomb	0,5	8
Cuivre	1	20
Arsenic	0,1	2
Chrome VI	0,1	2
Mercur	0,05	0,1
Cr+Cu+Zn+Pb+Ni	1	20

Constats :

Suite à la découverte d'importantes concentrations en fluorures sur les sables en provenance de la société Manoir industrie, pour lesquels la société Lhotellier n'a pas accusé réception administrativement, mais qui étaient toutefois stockés sur son site, il a été précédemment demandé à l'exploitant d'adapter son plan d'autosurveillance en ajoutant le paramètre fluorures (sur les eaux de surface ainsi que les eaux souterraines), afin d'étudier un éventuel impact environnemental de ce stockage. Les sables n'ayant pas été bâchés lors de leur stockage, il a été jugé pertinent de vérifier le paramètre fluorure sur les eaux pluviales traitées, avant leur rejet .

Lors de la visite de l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué que l'analyse des fluorures a bien été ajouté aux paramètres suivis pour le point de rejet n°1.

Il a présenté le rapport d'analyse réalisé par la société Kalité'O en date de décembre 2024, montrant une concentration en fluorures de 0.6 mg/l.

Il a également indiqué que le prochain rejet (bâchée) aurait lieu en décembre 2025 (en général une bâchée par an), et que les fluorures seraient également analysés à ce moment là.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des fluorures - eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2012, article 9.1.1 et 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation du plan

Prescription contrôlée :

Art 9.1.1:Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Art 9.2.3 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place quatre piézomètres de surveillance de la nappe (2 en amont et 2 en aval hydraulique). Les paramètres suivants sont analysés tous les ans : pH, température, phénols, hydrocarbures totaux, phosphates, nitrates, COT, MES et métaux lourds.

Les résultats sont transmis à l'inspection des Installations Classées et sont consignés sur un registre.

Constats :

Suite à la découverte d'importantes concentrations en fluorures sur les sables en provenance de la société Manoir industrie, pour lesquels la société Lhotellier n'a pas accusé réception administrativement, mais qui étaient toutefois stockés sur son site, il a été demandé à l'exploitant d'adapter son plan d'autosurveillance en ajoutant le paramètre fluorures (sur les eaux de surface ainsi que les eaux souterraines), afin d'étudier un éventuel impact environnemental de ce stockage. Les sables ayant été stocké presque 3 ans sur l'installation, et cette installation étant concomitante à la société Manoir industrie qui les produit, il est apparu pertinent d'évaluer un éventuel impact des fluorures présents dans ses sables sur les eaux souterraines.

Lors de la visite de l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué que les fluorures avaient été ajoutés à son plan d'autosurveillance des eaux souterraines.

Il a présenté le dernier rapport d'analyse de la société Kalité'O, en date du 17 avril 2025, indiquant les concentrations en fluorures suivantes pour les 4 piézomètres:

Pz1 (amont) : 0.05 mg/l

Pz2 (amont) : 0.06 mg/l

Pz3 (aval) : 0.78 mg/l

Pz4 (aval) : 0.26 mg/l

Ces résultats montrent une plus grande concentration dans les eaux souterraines en fluorure en aval du site, laissant supposer une influence du stockage des sables de fonderie de la société Manoir Industries sur le site de la société Lhotellier. Les valeurs en aval sont similaires à la valeur dans le rejet des eaux pluviales.

Par ailleurs, lors de la visite sur site, il a été constaté que le piézomètre n°2 n'était ni cadenassé, ni

identifié.

Il a été demandé à l'exploitant de corriger cela.

L'exploitant a envoyé des photos montrant les piézomètres n°1 et n°2 cadenassés et identifiés, et a indiqué que les "PZ3 et PZ4 étant sur l'ISDI du Manoir appartenant à Manoir France et dont nous n'avons à ce jour plus l'accès libre, les photos vous seront envoyées dès que nous aurons récupéré l'accès. "

Type de suites proposées : Sans suite